

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule carrières – mines et après-mines
Centre administratif - ZAC de Bourran – 9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Rodez, le 27/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NEXSTONE

carrière de Puech Hiver
RD 85
12330 Salles-La-Source

Références : 12-CARMIN-2026-10

Code AIOT : 0006800126

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2026 dans l'établissement NEXSTONE implanté Le Dévezou et Les Calzérous parcelles n°37,38,40,41,212,232 section BL 12850 Onet-le-Château. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection se déroule dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NEXSTONE
- Le Dévezou et Les Calzérous parcelles n°37,38,40,41,212,232 section BL 12850 Onet-le-

- Château
- Code AIOT : 0006800126
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de calcaire d'Onet-le-Château est autorisée, par arrêté préfectoral du 6 novembre 2002, pour une durée de 28 ans, avec une production maximale de 180 000 tonnes par an. Elle est actuellement exploitée par campagnes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Remise en état	AP Complémentaire du 23/06/2021, article 13.2.3	Sans objet
2	Gestion des eaux	AP Complémentaire du 23/06/2021, article 22.1.1	Sans objet
3	Gestion des eaux	AP Complémentaire du 23/06/2021, article 22.2.4	Sans objet
4	Stations de mesures	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6	Sans objet
5	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 06/11/2002, article 20	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection porte sur la remise en état du site, à la gestion des eaux et des poussières, ainsi qu'au plan d'exploitation.

Le site est entretenu, sécurisé, les pistes de circulation sont carrossables, les signalétiques à l'attention des usagers sont présentes.

La carrière n'était pas en activité le jour de la visite.

La carrière fonctionne par campagnes. La production 2025 s'élève à 57 000 tonnes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remise en état

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/06/2021, article 13.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état
Prescription contrôlée : La partie Sud de la parcelle section BL n° 212 est remblayée jusqu'aux terrains naturels adjacents et vient se raccorder au carreau de la carrière, selon la coupe de sens Nord-Sud suivante : schéma Les remblais sont déposés en respectant la méthodologie précisée dans l'étude géotechnique jointe au dossier de demande (par verser puis régalinge au buteur ou par couches successives d'épaisseur métrique compactées à l'avancement). Le talutage définitif est réalisé après une période de repos d'environ 1 an permettant la stabilisation des matériaux. Les talus 1 V/2 H et 1 V/2,2 H sont séparés par une risberme d'une largeur minimale de 3 m. Ces remblais sont recouverts d'une couche de terre végétale d'une épaisseur de 20 à 30 cm. Sa surface est ensemencée d'espèces herbacées pour favoriser ces terrains à un retour rapide à vocation agricole(prairie). En compléments, des arbustes sont plantés sur les pentes des talus. Cette remise en état à vocation, agricole est terminée au plus tard en fin

de la phase n° 4 (5 novembre 2022).

Constats :

En 2021, la partie sud du site a fait l'objet d'un remblayage partiel dans le cadre de la remise en état coordonnée. Cet aménagement, réalisé il y a cinq ans, présente aujourd'hui un bon niveau de stabilisation.

Toutefois, la remise en état complète de cette parcelle, jusqu'au raccordement avec les terrains naturels adjacents, reste à finaliser. Cette étape prévue lors de la phase 4 d'exploitation de la carrière (phase 5 actuellement) , conformément au planning initial, est freinée par deux facteurs :

- Un apport insuffisant de déchets inertes provenant de sources externes ;
- Une production limitée de matériaux inertes internes, liée à une exploitation par campagnes, ne permettant pas de répondre aux besoins de réaménagement .

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de prévoir une modification des conditions de remise en état finale de la carrière.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion des eaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/06/2021, article 22.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution

Prescription contrôlée :

Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température est inférieure à 30 °C ;
- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90 105) ;
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) à une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101) ;
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114).

Constats :

Les analyses du 29/01/2025 des eaux canalisées rejetées dans le milieu au niveau du ruisseau Elle sont conformes aux seuils réglementaires :

- le pH est de 7,7 ;
- la température est à 9,5 °C ;
- les matières en suspension totales ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90 105) ;

- D.C.O. à une concentration inférieure à 125 mg/l ;
- les hydrocarbures ont une concentration à 5 mg/l (norme NF T 90 114)
- eau limpide, incolore et sans odeur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Gestion des eaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/06/2021, article 22.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Pollution

Prescription contrôlée :

Dès maintenant et jusqu'à 1 an au-delà de la fin de la remise en état du Sud de la parcelle BL 212 (cf. article 13.2.3), l'exploitant réalise tous les trimestres, sur chaque émissaire, des analyses des rejets sur les paramètres suivants :

- Carbone organique total (COT) : < 70mg/l
- Demande biochimique en oxygène (DBO5) : < 100mg/l
- Azote global : < 30mg/l
- Phosphore total : < 10mg/l
- Phénols : < 0,1 mg/l

Métaux totaux : < 15mg/l dont :

- Plomb et ses composés (en Pb) : 50microgramme/l
- Chrome et ses composés (en Cr) : 0,5mg/l
- Cuivre et ses composés (en Cu) : 100 microgrammes/l
- Nickel et ses composés (en Ni) : 200 microgrammes/l
- Zinc et ses composés (en Zn) : 500 microgrammes/l
- Ions fluorure (en F) : < 15mg/l
- Cyanures libres (en CN) : < 0,1 mg/l
- Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) : <1mg/l

Constats :

Les analyses des eaux du bassin d'orage, réalisées les 29/01/2025, 04/09/2025, 28/10/2025 et 16/12/2025, sont conformes et se situent en dessous des seuils réglementaires.

Les trois analyses réalisées entre le 29/01/2025 et le 28/10/2025 respectent les valeurs seuils, tout comme la plus récente, effectuée le 16/12/2025 :

- Carbone organique total (COT) : 9,2 mg/l
- Demande biochimique en oxygène (DBO5) : 46 mg/l
- Azote global : 2,2 mg/l
- Phosphore total : <0.090 mg/l
- Phénols : < 0,1 mg/l

Métaux totaux : < 15mg/l dont :

- Plomb et ses composés (en Pb) : 4,1 microgramme/l
- Chrome et ses composés (en Cr) : 0,0121 mg/l
- Cuivre et ses composés (en Cu) : 6,6 microgrammes/l
- Nickel et ses composés (en Ni) : 6,9 microgrammes/l
- Zinc et ses composés (en Zn) : 27 microgrammes/l
- Ions fluorure (en F) : < 15mg/l
- Cyanures libres (en CN) : < 0,1 mg/l
- Composés organiques halogénés (en AOX) : <1mg/l

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Stations de mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions

Prescription contrôlée :

Le plan de surveillance comprend :

- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;
- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;
- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).

Constats :

Le plan de surveillance comprend cinq stations équipées de jauges OWEN. En 2025, quatre campagnes de mesures d'une durée d'un mois ont été réalisées. Aucun dépassement de la valeur de référence n'a été observé.

En 2023, à la suite d'une demande de la DREAL dans le cadre d'une action régionale, le réseau de surveillance a été modifié : trois jauges (H5, OLC3 et OLC5) ont été supprimées et deux nouvelles jauges (OLC3B et OLC5B) ont été installées.

Les stations sont désormais réparties comme suit :

- OLC5B, située à 150 mètres au nord-est de la carrière ;
- OLC3B, située à 150 mètres à l'ouest de la partie sud de la carrière ;
- OLC1, située en limite nord de la carrière ;
- OLC2, située à l'ouest de la partie nord de la carrière ;
- OLC4, située en limite sud de la carrière.

La moyenne annuelle du réseau s'établit à 96 mg/m²/jour pour l'année 2025, en diminution par rapport à 2024 (144 mg/m²/jour).

De manière générale, les niveaux de retombées de poussières ont diminué entre 2024 et 2025 dans l'environnement de la carrière. À proximité des premières habitations, les niveaux d'empoussièrement restent faibles et nettement inférieurs à la valeur réglementaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2002, article 20

Thème(s) : Situation administrative, Prévention des pollutions

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et met à jour au moins une fois par an un plan à l'échelle 1/1 000^{ème} ou à une échelle plus grande, sur lequel figurent les limites de la présente autorisation ainsi qu'une bande de 50 mètres au-delà de celles-ci ;

- les bords des fouilles et les dates des relevés correspondants successifs,
- les cotes NGF des différents points significatifs,
- les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé et les pentes des talutages définitifs exécutés.

Constats :

Le plan d'exploitation daté du 03/12/2025 reprend l'ensemble des prescriptions mentionnées ci-dessus, à savoir :

- les limites des fouilles ainsi que les dates des relevés successifs correspondants ;
- les cotes NGF des différents points significatifs ;
- les zones réaménagées, avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain, ainsi que les pentes des talutages définitifs réalisés ;
- la bande des 50 m et celle des 10 m.

Type de suites proposées : Sans suite